

L'indispensable de Pierre Kropotkine

(1842 – 1921)



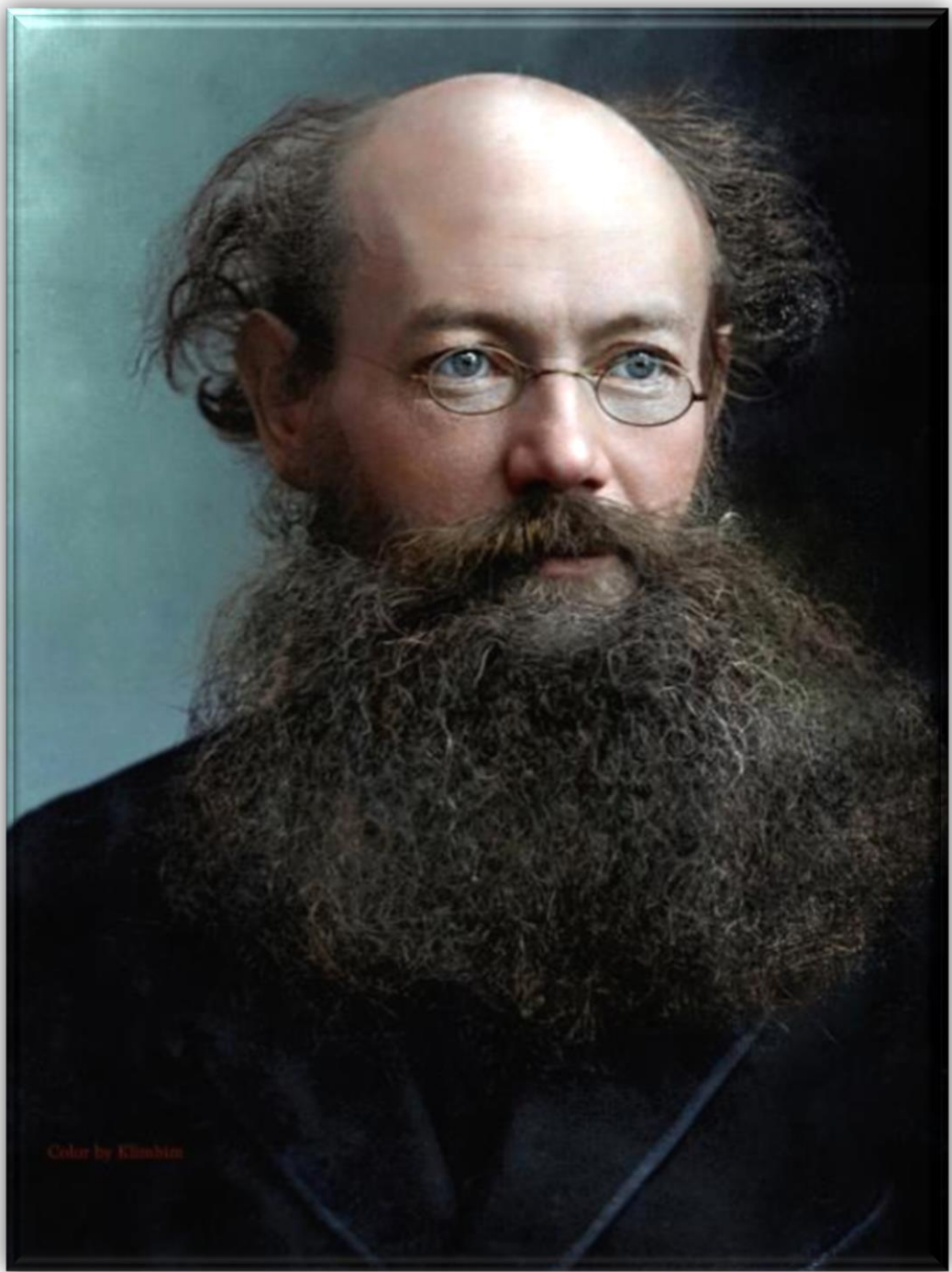
En version PDF

Par JBL1960

Paru sur Résistance 71 :

Au fil du temps...

Juillet 2019



PRÉSENTATION DU PDF

Préambule de Jo Busta Lally	P. 5
Qu'est-ce que l'impôt ?	P. 6
Un temps d'arrêt	P. 14
Les petits expédients	P. 19
Coopération & Socialisme	P. 23
Kropotkine en version PDF	P. 29
PDF ad hoc & Connexes	P. 30



"Une fois que tu auras vu une iniquité et que tu l'auras comprise - une iniquité dans la vie, un mensonge dans la science, ou une souffrance imposée par un autre -, révolte-toi contre l'iniquité, contre le mensonge et l'injustice.

Lutte !

La lutte c'est la vie d'autant plus intense que la lutte sera plus vive.

Et alors tu auras vécu, et pour quelques heures de cette vie tu ne donneras pas des années de végétation dans la pourriture du marais."

Piotr Kropotkine - La morale anarchiste -

Préambule de Jo Busta Lally

Kropotkine est, sans nul doute, l'un de mes auteurs favoris dans son style simple, direct et accessible à tous. Je le devore depuis des années tant il participe, toujours, à l'éveil de ma conscience politique, et nourrit ma réflexion qui tend à démontrer combien et plus que jamais, avec l'émergence du Mouvement des Gilets Jaunes et à la veille de **l'Acte XXXVI** nous devons **mutualiser nos forces** pour abattre le plus grand fléau de l'Humanité : le Colonialisme et ce par quoi il arrive, toujours, l'État.

Pierre Kropotkine, considéré comme l'un des pères de la sociobiologie, surtout pour sa **critique fondée et constructive des dogmes pseudo-scientifiques du darwinisme-social** colportés par des gens comme Herbert Spencer et Thomas Huxley, a démontré que l'homme ne descendait nullement d'un singe tueur, qu'il n'avait pas toujours fait la guerre, et que cela n'était pas inscrit dans ses gènes, comme aujourd'hui encore on veut nous le faire croire, comme une inéluctabilité contre laquelle nous ne pourrions pas lutter et à laquelle il faudrait se résigner.

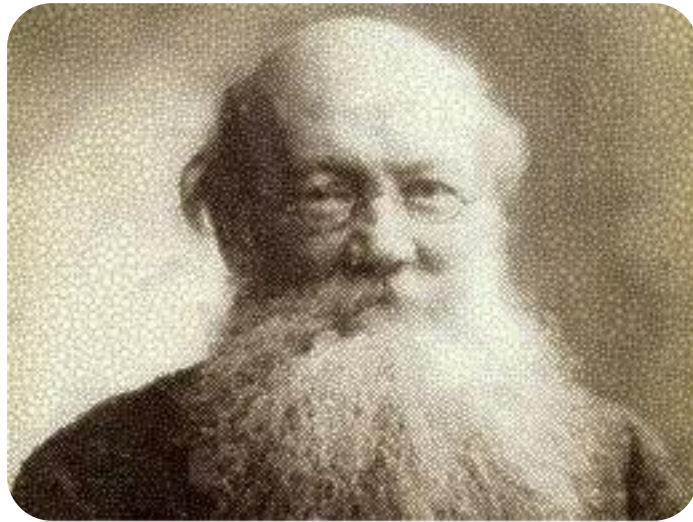
Sa pensée profonde, sa réflexion et sa vision politique totalement visionnaire sont toujours d'une actualité mordante, elles nous rappellent combien rien n'aura été réglé et qu'il nous faut admettre qu'il n'y a pas de solutions au sein de ce Système. Que nous devons nous organiser, nous TOUS et ensemble, sur nos lieux de travail, dans les communes afin de préparer le relai autogestionnaire ! Et afin d'exister au-delà des dirigeants, pour exister SANS EUX ! Pour ce faire nous (les peuples, avec ou sans Gilet Jaune) devons lâcher-prise et abolir l'État afin d'embrasser l'autogestion totale !

Tous les textes de Kropotkine et à l'heure où nous sommes sommés de choisir entre résistance ou compromission, nous impulsent l'énergie nécessaire afin de changer le cours de l'Histoire de l'Humanité.

C'est pourquoi, autant que je le peux, je propose tous ces textes au format PDF, d'autant qu'étant tombé dans le domaine public, je peux ainsi vous en proposer la lecture, le téléchargement, l'impression pour une diffusion et un partage le plus large possible gratuitement. Tout comme Résistance 71 qui traduit Kropotkine et tant d'autres, cela me permet ainsi la création de toujours plus nombreuses versions PDF, considérant que tout ce qui participe du développement de l'humanité et de l'éveil de nos consciences **DOIT** être accessible à tous et gratuitement !

JBL1960

Qu'est-ce que l'impôt ?



Publication Résistance 71 le 7 juillet 2019

L'impôt, c'est le tribut. L'assertion de la domination de l'exploiteur sur l'exploité, c'est une relation de division, d'antagonisme, d'injustice et de contrôle. Tout comme l'État et l'argent, il n'a aucun lieu d'être, par contre il est obligatoire dans une relation fabriquée de dominant à dominé.

Toucher le système là où ça lui fait le plus mal : au portefeuille... Donc, boycott de l'impôt, en masse ! Depuis l'avènement du système des banques centrales, cartel de banques privées qui pillent le monde, les États ne sont plus autorisés à produire l'argent à taux zéro, mais forcé d'emprunté sur les marchés financiers à des banques privées rapaces qui s'engraissent sur la dette accumulée et donc sur les intérêts.

Les impôts des Nations ne servent plus depuis bien longtemps à « payer les routes, les écoles et les hôpitaux » comme le lavage de cerveau collectif nous le martèle toujours, mais les impôts collectés vont directement éponger les INTÉRÊTS de la dette des pays, dette odieuse contractée sur la spéculation financière de la même clique qui contrôle toutes les politiques occidentales et donc domine le monde, siphonnant vers le haut tout ce qu'il y a à siphonner.

Le boycott est la seule solution viable tout en mettant en place la société des sociétés solidaire et égalitaire.

À bas l'État, à bas la marchandise, à bas l'argent, à bas le salariat !

Il n'y a pas de solution au sein du système, n'y en a jamais eu et ne saurait y en avoir !



~ Résistance 71 ~

Siphonage en règle vers le tout-à-l'égout

L'impôt

Pierre Kropotkine – 1913

Si l'État, par le service militaire, par l'enseignement qu'il dirige dans l'intérêt des classes riches, par l'Église et par ses milliers de fonctionnaires, exerce déjà un pouvoir formidable sur ses sujets, – ce pouvoir est encore décuplé au moyen de l'impôt.

Instrument anodin à ses débuts, salué et appelé par les contribuables eux-mêmes lorsqu'il vint remplacer les corvées, l'impôt est devenu aujourd'hui, en plus d'un très lourd fardeau, une arme formidable, d'une puissance d'autant plus grande qu'elle se déguise sous mille aspects, capable de diriger toute la vie économique et politique des sociétés dans l'intérêt des gouvernants et des riches. Car ceux qui sont au pouvoir s'en servent maintenant, non-seulement pour se tailler des traitements, mais surtout pour faire et défaire les fortunes, pour accumuler des richesses immenses aux mains de quelques privilégiés, pour constituer les monopoles, pour ruiner le peuple et l'asservir aux riches – et tout cela sans que les imposés se doutent seulement de la puissance qu'ils ont remise à leurs gouvernants.

« Qu'y a-t-il de plus juste, cependant, que l'impôt ? » nous dirons sans doute les défenseurs de l'État. « Voici, diront-ils, un pont bâti par les habitants de telle commune. La rivière, grossie par les pluies, va l'emporter si on ne s'empresse de le réparer. N'est-il pas naturel et juste d'appeler tous les habitants de la commune pour réparer ce pont ? Et puisque le grand nombre ont leurs travaux à faire, – n'est-il pas raisonnable de remplacer leur travail

personnel, leur corvée maladroite par un paiement qui permettra d'appeler des ouvriers et des ingénieurs spécialistes ? »

« Ou bien, diront-ils, voilà un gué qui devient impraticable à certaines saisons. Pourquoi les habitants des communes voisines ne s'imposeraient-ils pas pour bâtir un pont ? Pourquoi ne paieraient-ils pas, tant par tête, au lieu de venir, tous, la bêche à la main, réparer cette digue ? Rechausser cette route ? Ou bien encore, pourquoi bâtir un magasin à blé, auquel chaque habitant devra verser tant de blé par an pour parer aux disettes, au lieu de confier à l'État le soin de s'occuper de la nourriture en cas de disette, en échange d'un impôt insignifiant ? »

Tout cela semble si naturel, si juste, si raisonnable, que l'individualiste le plus entêté n'aurait rien à y redire, – à plus forte raison, tant qu'une certaine égalité de conditions règne dans la commune. Et, multipliant des exemples de ce genre, les économistes et les défenseurs de l'État en général s'empressent de conclure que l'impôt est justifiable, désirable à tous les points de vue et ... « Vive l'impôt ! »

Eh bien, tout ce raisonnement est faux. Car si certains impôt communaux ont réellement leur origine dans le travail communal, fait en commun, – l'impôt ou plutôt les impôts formidables et multiples que nous payons à l'État, ont une tout autre origine – la conquête.

C'est sur les peuples conquis que les monarchies de l'Orient, et plus tard la Rome des empereurs, prélevaient les corvées. Le citoyen romain en était exempté; il s'en déchargeait sur les peuples soumis à sa domination. Jusqu'à la Grande Révolution – en partie jusqu'à nos jours – les prétendus descendants de la race conquérante (romain germaine, normande), c'est-à-dire, les «soi-disant nobles», ont été exemptés de l'impôt. Le manant, l'os noir conquis par l'os blanc, figurait seul sur la liste des « corvéables et taillables ». Les terres des nobles ou « anoblies » ne payaient rien, jusqu'en 1789. Et jusqu'à présent, les richissimes propriétaires anglais ne paient presque rien pour leur immense propriétés, et les gardent incultes en attendant que leur valeur ait décuplé.

De la conquête, du servage vient donc l'impôt que nous payons aujourd'hui à l'État – nullement du travail communal librement consenti. En effet, lorsque l'État accablait le peuple de corvées aux seizième, dix-septième et dix-huitième siècles, il ne s'agissait nullement de ces travaux que hameaux ou villages entreprenaient en vertu du libre consentement de leurs habitants. Les travaux communaux continuaient à être faits par les habitants des communes. Mais, à côté, en plus de ces travaux, des centaines de mille paysans étaient amenés sous escorte militaire des villages lointains pour bâtir telle route nationale ou

telle forteresse; pour transporter les provisions nécessaires à l'alimentation d'une armée; pour suivre, avec leurs chevaux exténués, les nobles partis à la conquête de nouveaux châteaux. D'autres travaillaient les mines et les usines de l'État; d'autres encore, sous les fouets des fonctionnaires, obéissaient aux fantaisies criminelles de leurs maîtres creusant les étangs des châteaux royaux ou en bâtissant des palais pour les rois, les seigneurs et leurs courtisanes, alors que les femmes et les enfants de ces corvéables broutaient l'herbe des champs incultes, mendiaient sur les routes, ou se jetaient, affamés, sous les balles des soldats, pour piller les convois de blé exporté.

La corvée, imposée d'abord à la race conquise (tout comme les Français, les Anglais, les Allemands l'imposent aujourd'hui aux noirs d'Afrique), et plus tard à tous les manants, telle fut l'origine – la vraie origine – de l'impôt que nous payons aujourd'hui à l'État. S'étonnera-t-on alors que l'impôt ait gardé jusqu'à nos jours le cachet de son origine ?

Ce fut un immense soulagement pour les campagnes, lorsque, aux approches de la Grande Révolution, on commença à remplacer les corvées de l'État par une espèce de rachat – l'impôt payé en argent. Lorsque la Révolution, apportant enfin un rayon de lumière dans les chaumières, abolit une partie des gabelles et des tailles qui pesaient directement sur les plus pauvres, et que l'idée d'un impôt plus équitable (et aussi plus profitable pour l'État) commença à se faire jour, ce fut, nous dit-on, un contentement général dans les campagnes. Surtout parmi les paysans plus ou moins enrichis par le commerce et le prêt à intérêt.

Mais, jusqu'à présent, l'impôt est resté fidèle à son origine première. Entre les mains des bourgeois qui se sont emparés du pouvoir, il n'a cessé de grandir, et il n'a cessé d'être employé surtout à l'avantage de la bourgeoisie. Au moyen de l'impôt, la clique des gouvernants – l'État, représentant la quadruple alliance du roi, de l'Eglise, du juge et du seigneur-soldat – n'a cessé d'élargir ses attributions et de traiter le peuple en race conquise. Et aujourd'hui, moyennant cet instrument précieux qui frappe sans qu'on en ressente directement le coup, nous sommes devenus presque aussi asservis envers l'État que nos pères l'étaient autrefois envers leurs seigneurs et maîtres.



Quelle quantité de travail donne chacun de nous à l'État ? Aucune économiste n'a jamais cherché à évaluer le nombre de jours de travail que le travailleur

des champs et des usines donne chaque année à cette idole babylonienne [1] On fouillerait vainement les traités d'économie politique pour arriver à une évaluation approximative de ce que l'homme qui produit les richesses donne de son travail à l'État. Une simple évaluation basée sur le budget de l'État, de la nation, des provinces et des communes (qui contribuent aussi aux dépenses de l'État) ne dirait rien; car il faudrait estimer, non pas ce qui rentre dans les caisses du trésor, mais ce que le paiement de chaque franc versé au Trésor représente de dépenses réelles faites par le contribuable. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que la quantité de travail donnée chaque année par le producteur à l'État est immense. Elle doit atteindre, et pour certaines classes dépasser les trois jours de travail par semaine que le serf donnait jadis à son seigneur.

Et notez bien que, quoiqu'on fasse pour remanier l'assiette de l'impôt, c'est toujours le travailleur qui en supporte tout le fardeau. Chaque centime payé au Trésor est payé en fin de compte par le travailleur, le producteur.

L'État peut bien rogner plus ou moins le revenu du riche. Mais encore faut-il que le riche ait un revenu : que ce revenu soit fait, produit par quelqu'un – et il ne peut être fait que par celui qui produit quelque chose par son travail. L'État réclame au riche sa part du butin; mais d'où vient ce butin, qui représente en fin de compte tant de blé, de fer, de porcelaine ou d'étoffes vendues, – tous résultats du travail de l'ouvrier producteur ? À part les richesses qui viennent de l'étranger, et qui représentent l'exploitation d'autres travailleurs – des habitants de Russie, de l'Orient, de l'Argentine, de l'Afrique, – c'est encore les travailleurs du pays même qui doivent donner tant de journées de leur travail pour payer l'impôt, ainsi que pour enrichir les riches.

Si l'impôt prélevé par l'État, – comparé à ses immenses dépenses – semble être un peu moins lourd en Angleterre que chez les autres nations de l'Europe, c'est pour deux raisons. L'une est que le parlement composé en moitié de propriétaires fonciers, favorise ceux-ci et leur permet de prélever un tribut immense sur les habitants, dans les villes et dans les campagnes, en ne payant qu'un faible impôt. Et l'autre – la principale – est que de tous les pays européens l'Angleterre est celui qui prélève le plus sur le travail des ouvriers des autres nations.

On nous parle quelquefois d'impôt progressif sur le revenu qui, au dire de nos gouvernants, frapperait le riche à l'avantage du pauvre. Telle fut en effet l'idée de la Grande Révolution, lorsqu'elle introduisit cette forme d'impôt. Mais aujourd'hui, tout ce qu'on obtient par l'impôt légèrement progressif, est de rogner un peu le revenu du riche; on lui prend un peu plus qu'auparavant de ce qu'il a soustrait au travailleur. Mais c'est tout. C'est toujours l'ouvrier qui paie, et qui généralement paie plus que l'État n'en prend au riche.

...

Quant à l'impôt indirect, nous savons, non seulement que les objets consommés par tout le monde sont surtout frappés par l'impôt (les autres rapportent peu), mais aussi que toute augmentation de quelques centimes de l'impôt sur les boissons, ou le café, ou le blé, se traduit par une augmentation beaucoup plus forte des prix payés par le consommateur.

Il est de toute évidence, d'ailleurs, que celui-là seul qui produit, qui crée la richesse par son travail, peut payer l'impôt. Le reste n'est qu'un partage du butin soustrait à celui qui produit, – partage qui, toujours, se résume pour le travailleur en un surcroît d'exploitation.

Aussi pouvons-nous dire qu'à part l'impôt prélevé sur les richesses faites à l'étranger, les milliards versés chaque année au Trésor public – en France, par exemple – sont prélevés presque en entier sur le travail des dix millions environ de travailleurs que possède la France.

Ici, le travailleur paye comme consommateur des boissons, du sucre, des allumettes, du pétrole. Là, c'est lui qui, en payant son loyer, verse au Trésor l'impôt que l'État prélève sur le propriétaire de la maison. Là encore, en achetant son pain, il paye les impôts fonciers, la rente de la terre, le loyer et les impôts de la boulangerie, la supervision, le ministère des finances, etc. Là enfin, en s'achetant un habit, il paye les droits sur le coton importé, le monopole créé par le protectionnisme. En achetant du charbon, en voyageant en chemin de fer, il paie le monopole des mines et des chemins de fer, créé par l'État en faveur des capitalistes, possesseurs des mines et des lignes ferrées – bref, c'est toujours lui qui paie toute la séquelle d'impôts que l'État, la province, la commune prélèvent sur le sol et ses produits, la matière brute, la manufacture, le revenu du patron, le privilège de l'instruction – tout, tout ce que la commune, la province et l'État voient venir dans leurs caisses.

Combien de journées de travail par an représentent donc tous ces impôts ? N'est-il pas très probable, qu'après avoir fait l'addition, on trouverait que l'ouvrier moderne travaille plus pour l'État que le serf ne travaillait autrefois pour son maître ?

Mais si ce n'était que cela !

La réalité est que l'impôt donne aux gouvernants le moyen de rendre l'exploitation plus intense, de retenir le peuple dans la misère, de créer légalement, sans parler du vol ou des Panamas [2], des fortunes que jamais le capital seul n'aurait pu accumuler.

Notes

[1] Ce calcul a été effectué plus récemment. La Journée d'affranchissement de l'impôt varie d'un pays à l'autre, selon les méthodologies utilisées, de sorte qu'il n'est pas possible de faire une véritable comparaison. A titre indicatif, il apparaît qu'aux Etats-Unis (selon les calculs de l'Association fiscale), le jour où on a fini de travailler pour l'État arrive le 19 avril 2018 (109 jours ouvrables). En 1900, la Journée d'affranchissement de l'impôt était arrivée le 22 janvier. En Angleterre, selon l'Institut Adam Smith, elle tombe le 12 juin (2017). Dans d'autres pays européens (Allemagne, France, Norvège), elle tombe en juillet, ce qui signifie travailler pour l'État plus de la moitié du temps.

[2] Le scandale qui a affecté la société impliquée dans la construction du canal de Panama concernait des sommes prélevées sur les souscripteurs des actions de la société pour payer les journalistes et les politiciens afin d'obtenir leur soutien pour l'adoption d'une loi et pour le succès de la souscription. Mais cela ne suffit pas à sauver la Compagnie de la faillite et, avec sa liquidation (1889), 85 000 petits actionnaires perdirent tout. Le scandale éclata en 1892 parce que le journaliste Edouard Drumont reçut des documents compromettants sur cette affaire et les publia dans le journal *La Libre Parole*.



Gilets Jaunes... La question de la révolution sociale est la même aujourd'hui qu'en 1848, 1871, 1936, 1968... Il est temps d'y répondre ! (avec P.Kropotkine)

Publication Résistance 71 du 10 juillet 2019

En 1895, Kropotkine pose dans ces deux textes quasi oubliés, les problèmes toujours si contemporains du réformisme et de la révolution sociale.

À quoi sont donc confrontés les gens en 2019 ?... Gilets Jaunes ou pas ... A-t-on résolu ces problèmes qui se posèrent si vividement déjà en 1848, 1871, puis dans les années 1930, en 1968 et 2008 avec l'entrée en phase terminale d'implosion du capitalisme ? Certainement pas, d'où cette constante impression que ces textes ne "vieillissent" pas. Ils ne vieillissent pas pour la simple et bonne raison que RIEN n'a été entrepris pour changer radicalement notre société humaine toujours sous les effets mortifères de la division et de l'exploitation de populations artificiellement dominés par un fragment de dominants privilégiés abusant du pouvoir qu'ils ont accaparé il y a bien des siècles.

Ainsi donc, en solution franche et radicale (de sa "racine") à bas l'État ! À bas la marchandise ! À bas l'argent ! À bas le salariat !

Tout le reste n'est que vain réformisme et pisser dans un violon...



~ Résistance 71 ~

Un temps d'arrêt

Pierre Kropotkine

Les Temps Nouveaux, mai 1895

Que les idées socialistes se répandent à flots dans la société actuelle nulle possibilité d'en douter. Le socialisme a déjà mis son cachet sur l'ensemble de la pensée de notre époque. La littérature, l'art et même la science s'en ressentent. La classe bourgeoise commence à s'en imprégner, aussi bien que la classe ouvrière. L'insécurité des fortunes basées sur l'exploitation ; les hasards de l'enrichissement et de la ruine ; l'accroissement, extrêmement rapide, de la classe qui vit aux dépens du travail manuel des masses, et le nombre, toujours croissant, des aspirants aux positions lucratives dans les professions libérales ; l'idée, enfin, dominante de l'époque, — tout pousse le jeune bourgeois vers le socialisme.

N'était l'État qui consacre la plupart de son budget de cinq milliards à la création de nouvelles fortunes bourgeoises et au maintien des anciennes — en même temps qu'il empêche l'expansion du socialisme par son éducation, son armée et sa hiérarchie de fonctionnaires — la désagrégation de la bourgeoisie et de la pensée bourgeoise serait bien plus rapide.

L'idée se propage. Mais nous ne ferons qu'exprimer une pensée très répandue en ce moment, si nous affirmons que le socialisme est arrivé à un moment d'arrêt : qu'il se sent forcé de soumettre toute sa doctrine à une révision complète, s'il tient à faire de nouveaux progrès et à jouer sa part dans l'œuvre pratique de reconstruction de la société.

Le socialisme de l'Internationale s'exprimait par une formule très simple : l'expropriation. Était socialiste celui qui reconnaissait que tout ce qui est nécessaire pour travailler à la satisfaction des besoins multiples de la société, doit revenir à la société elle-même, — et ceci, à bref délai.

Que la possibilité de s'approprier la moindre parcelle de terrain ou des usines, afin de priver les autres des moyens de produire pour la satisfaction des besoins de tous — doit cesser d'exister. Que cette appropriation est la source des maux actuels ; que ***l'ensemble de la production doit être guidé par la société elle-même ; et que la transformation nécessaire ne peut s'opérer que par la voie de la révolution sociale.***

Formule encore vague, il est vrai, quant à ses applications pratiques, mais assez nette quant à son but final.

Mais, peu à peu, un but beaucoup plus restreint vint se substituer à celui-ci, — surtout sous l'influence de l'Allemagne qui entra à peine dans le cercle des nations industrielles de l'Occident et sortait seulement des tenailles du pouvoir absolu.

On maintint toujours ce but final dans les considérants théoriques du socialisme. Mais on élabora à côté un programme, tout autre, pour la pratique de tous les jours.

On fit à peu près comme l'Église chrétienne avait fait autrefois, lorsqu'elle affirma un idéal supérieur de « chrétien » mais admit en même temps que cet idéal était impossible à atteindre de sitôt ; et, par conséquent, à côté de cet idéal, dont on parle encore le dimanche, elle accepta un idéal pour les jours de la semaine, celui du chrétien qui pratique l'individualisme à outrance, et mitige son individualisme par de douces paroles sur « l'amour du prochain » et par l'aumône.

On fit quelque chose de semblable pour le socialisme. À côté de l'idéal, dont on parle les jours de fête, on plaça l'idéal de tous les jours : la conquête des pouvoirs dans l'État actuel, la législation pour protéger l'esclave salarié contre les écarts par trop brutaux de l'exploitation, et une certaine amélioration du sort de certaines catégories de travailleurs privilégiés.

Républicain en Allemagne, gréviste ou coopérateur en Angleterre et en Belgique, plus ou moins communaliste en France, — pourquoi le socialisme ne se maintiendrait-il pas, en effet, avec sa division subtile entre l'idéal des jours fériés et la pratique des jours de travail ?

Et puis, étant donné l'esprit arriéré des masses, leur incapacité de comprendre le « socialisme scientifique », — n'y avait-il pas tout avantage à grouper, organiser les masses sur des questions de moindre importance, et faire infiltrer, entre temps, les principes du socialisme ? Entamer la législation, faite jusqu'ici au profit des classes possédantes, pour habituer les esprits à une législation faite au profit de tous ? Et ainsi de suite... Chacun saura lui-même, s'il y tient, renchérir sur ces arguments, si souvent répétés.

Sur ces principes, la propagande socialiste fut lancée ; elle fut faite sur une large échelle, et on en connaît les résultats.

Bons ou mauvais, nous ne nous arrêterons pas ici pour les apprécier. ***Ce qu'il nous importe de constater, c'est que la propagande socialiste ne peut plus marcher sur ces principes. On veut, dans les masses ouvrières, en savoir plus long sur le but à atteindre, et des voix de plus en plus***

nombreuses s'élèvent pour demander : Où l'on va ? Où et comment veut-on arriver ?

C'est que le temps presse. Ces mêmes causes qui ont fait éclore le socialisme, imposent d'en arriver au plus tôt à la solution. Dans les pays d'industrie avancée — l'Angleterre, la France, la Belgique — le nombre de ceux qui produisent de leurs bras le pain, le vêtement, le logis et même les objets de luxe, diminue à vue d'œil, en rapport de ceux qui se font une vie supérieure à celle du producteur, en se faisant des organisateurs, des intermédiaires, des gouvernants. Les marchés, sur lesquels on vend à haut prix sa marchandise et achète à vil prix les produits bruts des pays arriérés en industrie, sont disputés, l'arme au bras, par les bourgeoisies de toutes les nations, y compris les nouveaux-venus, comme l'Italie, la Russie et le Japon. **Le nombre des sans-travail jetés continuellement hors des rangs des producteurs, par les crises et l'ensemble des tendances de l'industrie, augmente ; il atteint les proportions formidables des bandes qui parcouraient la France, aux approches de 1788. (*)** Toutes ces conditions demandent des remèdes immédiats ; mais la foi dans les bienfaits de la législation paternelle s'en va, dès que l'on commence à en goûter. Enfin, tous les principes essentiels qui servent de base à l'ancien régime et que l'on avait jusqu'ici maintenus par les mensonges de la religion et de la science, s'en vont... Le temps presse.

(*) Note de R71 : *Qu'est-ce qui a vraiment changé depuis ?... Où en est-on aujourd'hui entre la « France urbaine » et la « France péri-urbaine », les campagnes « sacrifiées » ? Conclusion ?...*

On a beau hâter le replâtrage : on s'aperçoit que les causes qui avaient fait songer à réparer l'édifice, agissent trop rapidement ; que les habitants, menacés d'écroulement, s'impatientent. Il faut procéder, immédiatement, sans retard, à la reconstruction complète, et on en demande le plan.

Et nous voyons se produire dans les masses, gagnées au socialisme, ou seulement touchées par l'idée, un arrêt. On n'ose plus marcher dans la même voie sans se rendre compte : où l'on va ? Qu'est-ce que l'on veut avoir ? Qu'est-ce que l'on cherchera à réaliser ?

Laisser le tout — trouver le plan, l'exécuter — à ceux dont les noms sortiront un jour des urnes, après que l'on aura renversé les gouvernements actuels ? — L'idée seule fait sourire l'ouvrier qui pense — et ils sont nombreux ceux qui pensent aujourd'hui.

Et partout — dans les réunions, dans les articles de journaux, dans les questions jetées aux orateurs des réunions publiques, dans les conversations — **on voit surgir la même grande question.**

« La production de ce qui sert à satisfaire nos besoins s'est engagée dans une fausse voie — très vrai ! Abandonnée au hasard du profit, elle paralyse plus l'initiative qu'elle ne la stimule. Elle ne répond point aux besoins. Elle ne satisfait pas les plus pressés, elle en crée des milliers d'artificiels. Le tout est un immense gaspillage de forces humaines.

« La tournure funeste prise par l'industrie engendre les crises — et elles sont fréquentes, alors même qu'elles ne sont pas générales, — les guerres au dehors, les guerres civiles. Elle met continuellement en danger les quelques libertés politiques conquises. Elle amène les violences d'en haut, que le travailleur ne veut plus supporter et auxquelles il répond par les violences d'en bas.

« D'accord avec tout cela, — dit le socialiste qui pense. — **Mais comment organiser la production sur une base nouvelle ? Par quel bout commencer ? À quelle institution sociale en confier la transformation ?**

« À l'État ? C'est-à-dire au parlement ? — faux en principe, faux dans ses actes, incapable de rien organiser, incapable même de contrôler la besogne qu'il s'empresse d'abandonner à une hiérarchie d'administrateurs ?

« Aux petits parlements municipaux qui répètent sur une moindre échelle les vices des parlements nationaux ?

« Ou bien aux syndicats ouvriers qui, du jour où ils procèdent par représentation, créent des parlements semblables aux précédents ?

« En admettant même qu'une inspiration dont on ne voit pas d'ailleurs l'origine, les affranchisse des vices communs aux assemblées législatives, — par quelle force mettraient-ils leurs décisions en exécution ? Par la police, le juge, le geôlier, comme auparavant ? »

Et, du coup, tout l'immense problème du gouvernement surgit devant celui qui interroge. Et quand on lui souffle, comme on le fait en Allemagne, les mots de « dictature des hommes de confiance », — il y croit peut-être en Allemagne, mais **en Occident la triade Robespierre-Barras-Napoléon surgit immédiatement devant ses yeux. Il connaît trop la dictature pour y déposer sa foi...**

La presse socialiste a beau dire que « tout cela » s'arrangera plus tard ; qu'en ce moment il s'agit de voter. **Le socialiste a beau s'inculquer la maladie du vote et toujours voter — aujourd'hui pour un tel, député, demain — pour un tel, conseiller municipal, après-demain — pour le conseil de la paroisse. Cela n'avance à rien : on ne vote pas chaque jour, et les grandes questions reviennent toujours.**

Passe encore en Allemagne, qui s'approche de son 1848, et où le démocratisme socialiste peut être maintenu par de vagues allusions des Ledru-Rollin et des Louis Blanc, tandis que l'essence du mouvement se dirige contre l'autorité personnelle d'un Bismarck ou d'un Guillaume et le règne de la camarilla. Mais cela ne suffit plus en France ni en Belgique, encore moins en Angleterre.

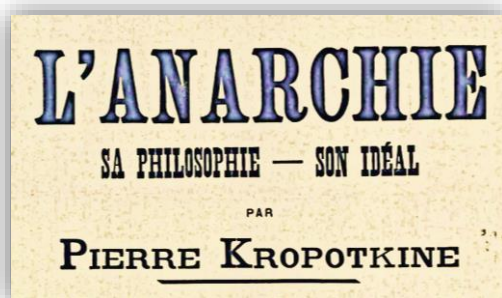
Et c'est ce qui fait que le socialisme s'arrête dans son développement. Les nombres peuvent grossir, mais il manque de substance : il la cherche.

Il sort de sa première phase d'enthousiasme général : il doit se substancier, se déterminer. **Il doit oser se prononcer nettement. Il doit répondre aux grandes questions.**

Mais, comment le ferait-il sans se déclarer anarchiste ? Anarchiste, ou dictatorial, il doit faire son choix, et l'avouer. Et c'est la phase dans laquelle le socialisme est obligé d'entrer maintenant, — à moins que les événements révolutionnaires ne viennent eux-mêmes imposer les solutions. Mais, même dans la tourmente révolutionnaire, **la même question viendra se poser, comme elle se posait déjà en 1848 en France. — Anarchie ou dictature ! (*)**

Nous reviendrons encore plusieurs fois sur ce sujet.

(*) Note de R71 : Elle se pose toujours aujourd'hui en 2019 et se posera toujours tant que nous n'aurons pas accompli notre émancipation qui ne peut survenir que par la révolution sociale, la seule radicalité qui sauvera l'humanité et nous mènera enfin à ce que nous sommes fondamentalement, des êtres de la jouissance organique hors structure exploiteuse etc. contre tous les « avoirs » de la dictature marchande organisée.



Les petits expédients



Les Temps Nouveaux - juin 1895

Note de R71 : *Ce texte est la suite du texte ci-dessus...*

Il se produit, disions-nous, un temps d'arrêt dans le développement du socialisme. Il ne s'agit plus de grossir seulement les rangs de ceux qui se disent socialistes et qui désirent vaguement, dans un avenir plus ou moins éloigné, la « socialisation des moyens de production ». Pour marcher de l'avant, il faut préciser ce que l'on entend par « socialisation », et se prononcer nettement sur la façon d'y arriver.

Sans cela, il y aura arrêt dans le développement ultérieur du socialisme, et nous en voyons déjà les signes partout : dans la presse indépendante, dans les discussions de tous les jours entre travailleurs, dans leurs appréciations de ce qui s'est fait jusqu'à ce jour, dans leur attitude indécise concernant les diverses fractions socialistes.

Et cependant, on continue à nous dire que l'essentiel, pour le moment, n'est nullement de se prononcer sur ce que l'on entend par révolution sociale. — « Vu l'état arriéré des esprits dans la grande masse des travailleurs, vu l'indifférence du grand nombre, bornons-nous — disent les socialistes — à grouper pour le moment, à organiser les masses sur un principe général très vague — l'affirmation des droits du prolétaire, — mais surtout sur le terrain de questions secondaires pratiques, telles que la journée de travail, la protection légale du travailleur, et, avant tout, la conquête des pouvoirs publics dans l'État. C'est le moyen d'attirer le grand nombre, de faire leur éducation. »

Mais, nous demandons très sérieusement, à ceux qui suivent ce « plan de campagne », ***qu'est-ce qu'ils préparent ainsi, si ce n'est l'avilissement des caractères, le désespoir ou même le dégoût, chez l'ouvrier ? Que doit-il***

penser du socialisme, lorsque, après l'avoir attiré sous le drapeau rouge par des promesses de reprise du patrimoine humain pour l'humanité, après lui avoir demandé tant de sacrifices au nom de ce grand idéal, on lui déclare que cet idéal sera pour les siècles à venir, et que lui doit s'occuper seulement d'alléger sa servitude de salarié du capital et d'esclave de l'État ?

Aux grands jours de fêtes du travail, lorsque les masses marchent avec leurs drapeaux dans un parc ou sur une place publique, lorsqu'elles s'entassent dans les salles de meetings, — l'ouvrier étouffe les pensées amères que l'on fait surgir dans son cerveau par cette contradiction. L'enthousiasme grandit lorsque les foules se pressent, au son de leurs fanfares, autour des drapeaux. On acclame l'orateur socialiste qui chauffe l'enthousiasme par les mots de « grandeur du travail », de « marche victorieuse vers l'avenir » et ainsi de suite — qui ont remplacé ceux de patrie et de grandeur nationale chez le Gambetta socialiste. ***Mais, rentré chez lui après une journée de fatigue, le travailleur se demande où l'on en est après tout ce déploiement d'emblèmes et ces grands mots qui font si bien palpiter les cœurs, — et il constate que l'on piétine sur place sans avancer ni en fait ni en idée.***

Prenons, par exemple, cette question de journée de huit heures, qui a fait dernièrement les frais de tant de discours.

Les travailleurs américains, anglais et belges ne confondaient pas leur journée de huit heures avec la question sociale. Ils voulaient seulement arracher, ne fût-ce qu'une poignée de laine, à la brebis galeuse. L'arracher, non quémander. Un peu d'union dans les grèves, un peu d'énergie, une grève plus ou moins générale, et ils obtenaient une réduction de leurs journées de travail.

On a voulu en faire une partie de la question sociale, un acheminement vers sa solution !... Lorsque l'on travaillerait huit heures au lieu de dix, — dix ouvriers trouveraient du travail là où huit seulement en trouvent aujourd'hui. Le chômage allait disparaître ! Et puis, la journée de huit heures ne devait pas être obtenue de fait : elle devait être un don de l'État, et, pour amener le gouvernement à ces bonnes dispositions, il fallait des députés ouvriers aux parlements. On fouillait l'histoire pour prouver, au rebours de l'évidence, que jamais une amélioration, pas même une amélioration temporaire, dans les conditions du travail salarié ne pouvait être obtenue par les grèves sans que l'État intervînt par la loi. Enfin, tout le mouvement ouvrier du 1er mai, dans lequel on aurait dû voir un réveil général des travailleurs, été circonscrit dans la journée de huit heures, — légale, s'il vous plaît, pas autrement.

Et voilà que, bien avant de se rapprocher légalement des « Trois-Huit » (huit heures de travail, huit de sommeil et huit de loisir), des capitalistes intelligents

et quelques administrations ont déjà introduit les huit heures dans leurs usines, et l'on peut déjà en apprécier les résultats.

Les chemins de fer ont certainement augmenté, jusqu'à un certain point (mais pas dans la proportion prédite), leur personnel, tout en exigeant d'ailleurs de chacun un travail beaucoup plus intense qu'auparavant. Quant aux usines, les capitalistes eux-mêmes apprécient les résultats en ces termes :

« J'ai réduit — nous dit tel « boss » américain — la journée à huit heures, et, sans même avoir amélioré les machines, j'obtiens de mes ouvriers en huit heures le même travail qu'ils faisaient auparavant en dix heures, ce qui me fait un gain net de tant et tant sur les frais généraux. »

Parfaitement ! C'est juste ce que les anarchistes ont toujours dit en parlant du gaspillage incroyable de travail humain qui se fait aujourd'hui sous le régime tant vanté de l'intérêt personnel. Certainement, on peut produire en huit heures ce qui se produit dans les usines patronales en dix heures ! Et avec quelques améliorations en plus, on le ferait même en six heures !

Seulement... puisque l'ouvrier augmente l'énergie de son travail, et puisque son travail devient d'autant plus nerveux et cérébral, il s'ensuit qu'il sort de l'usine tout autant, sinon plus fatigué après huit heures de travail qu'autrefois après dix heures d'usine.

Seulement... puisque l'usine demande maintenant des hommes capables de donner en huit heures ce que l'on obtenait autrefois en dix heures, la sélection des travailleurs les plus jeunes, et le renvoi de tous ceux qui dépassent la quarantaine, se fait bien plus strictement qu'auparavant. — Que les vieux et les faibles aillent mourir sur le pavé !...

Ceci, sans parler des usines vieux type qui doivent se fermer devant la concurrence de celles qui sont mieux organisées.

Si bien que ce prétendu « pas vers la solution de la question sociale » n'est qu'un moyen d'augmenter l'intensité du travail, toujours au profit de l'exploiteur...

Eh bien, le travailleur le sait, il l'apprend, il le prévoyait souvent. Que pensera-t-il donc de ceux qui lui ont fait rêver un règne d'or « pour chauffer l'enthousiasme », qui l'ont trompé sous prétexte de faire son éducation ?

Analysez bien chacune des « questions secondaires », soit en économie sociale, soit en politique, dont on a grandi à dessein l'importance pour en faire un

moyen d'agitation, et dans chacune vous retrouvez le même fonds : tromperie, désillusion !

Et puisque la vie actuelle se charge bien vite de donner le démenti aux exagérations, l'ouvrier se voit bientôt dégoûté par toutes ces questions à côté, vers lesquelles on dirige son attention sous ce prétexte qu'il n'est pas mûr pour comprendre la grande question sociale ; il s'aperçoit qu'en réalité on évite simplement d'approfondir en quoi doit consister la « socialisation des moyens de production » qu'on lui a promise et quels sont les procédés nécessaires pour y arriver. Le dégoût saisit l'ouvrier pensant, et il se demande si ce socialisme n'est pas aussi un leurre comme la religion, le patriotisme, le radicalisme, etc., dont on parlait à ses pères.

Et puis, le temps presse... Qui peut répondre que d'ici douze mois, deux ans, nous n'aurons pas la révolution sur les bras, tout comme le peuple de Paris l'a eue au 18 mars, au moment où les révolutionnaires les plus en contact avec les masses se disaient qu'il n'y avait plus rien à faire à Paris ? Qui peut nous répondre que la période révolutionnaire ne sera pas ouverte d'ici un an à Rome, à Berlin, à Paris, à Vienne, à la chute d'un Crispi ou d'un Guillaume, à la suite d'une crise industrielle aiguë, ou bien de quelque défaite dans une guerre européenne ? Et pour peu qu'une révolution politique éclate n'importe où sur le continent, il est certain que la question sociale y sera posée dans toute sa grandeur, comme elle le fut à Paris en 1848.

Et que prépare-t-on, si ce n'est des journées de juin ou de mai, des défaites ouvrières noyées dans le sang sous les obus à la dynamite et la mitraille crachée à la vapeur, — quand on cache soigneusement à l'ouvrier la gravité du moment historique que nous traversons, la tâche immense qu'il aura à accomplir, lui-même, de ses propres forces, dans la révolution, s'il tient à en sortir, non pas sur un brancard porté à la fosse commune, non pas comme un forçat à Cayenne ou aux Philippines, mais après avoir préparé un meilleur avenir pour l'humanité ?

Les libertés ne se donnent pas, elles se prennent.

Pierre Kropotkine

Résistance politique : Coopération et socialisme (Pierre Kropotkine)



Publication Résistance 71 le 16 juillet 2019

Coopération et socialisme

Pierre Kropotkine

Les Temps Nouveaux, juillet/août 1895

Il faut se reporter aux années trente et quarante de ce siècle pour réaliser l'enthousiasme avec lequel on envisageait alors la coopération, ou bien « l'association », comme on disait en France, et pour apprécier l'audace de Proudhon qui osa l'attaquer de front.

L'association, dans les idées d'alors, devait tout changer. Pour éviter de payer un tribut formidable aux intermédiaires du commerce, un groupe d'ouvriers se cotisait pour acheter ensemble un sac de farine, et la revendre aux membres du groupe au prix de revient, plus quelques frais minimes d'administration. Et, peu à peu, à force de privations et de luttes, ce groupe réussissait à en attirer d'autres et à se fournir mutuellement tout ce qu'ils consommaient à 20 ou 30 pour 100 au-dessous des prix chez les fournisseurs marchands.

Ce petit essai devait peu à peu réformer le monde. La petite coopération ferait tache d'huile, elle finirait par englober tous les travailleurs. Elle supprimerait les intermédiaires. Pain, viande, logement seraient fournis au prix de revient : le travailleur s'émanciperait du vautour-intermédiaire. Il gagnerait l'habitude de l'association, de la gérance de ses propres affaires. Il toucherait du doigt les avantages du communisme et acquerrait graduellement des vues plus larges sur les rapports nationaux et internationaux.

Puis, en utilisant une part des bénéfices pour élargir les affaires, on créerait des groupes producteurs. Au lieu d'acheter le drap ou les chaussures au fabricant capitaliste, on formerait des associations de production qui fourniraient aux associations de consommateurs tout ce qu'elles achètent aujourd'hui aux vautours capitalistes. Peu à peu, ceux-ci seraient éliminés de la production, aussi bien que de la consommation. Et si les travailleurs réussissaient à forcer l'État à leur ouvrir crédit pour la production (projet Louis Blanc, repris plus tard par Lassalle et encore en vogue dans la démocratie socialiste), la révolution économique serait faite.

Le travailleur, affranchi du capitaliste, se trouverait en possession de l'outillage nécessaire pour produire. Il jouirait du produit intégral de son travail. Les bons de travail aidant, pour permettre à l'ouvrier d'acheter sans attendre que la vente de ses produits soit faite, c'était la révolution sociale accomplie.

Il ne serait pas juste de traiter le mouvement coopératif d'insignifiant. Au contraire. En Angleterre et en Écosse, plus de 1.600.000 personnes et ménages font partie des coopératives de consommation. Les coopératives se rencontrent partout, surtout dans les villes et villages du Nord. Leurs affaires se chiffrent par des milliards de francs. Et la coopérative centrale, en gros, à Manchester, qui fournit tout aux coopératives locales, est un établissement formidable, dont les magasins à plusieurs étages couvrent tout un quartier, sans parler de ses immenses magasins dans les docks de Liverpool. Elle envoie ses cinq ou six vaisseaux chercher le thé en Chine, elle achète le sucre aux Indes, le beurre au Danemark, les cotonnades aux grands producteurs, et ainsi de suite... — « Supposez une révolution sociale à Manchester, demandai-je aux administrateurs, pourriez-vous nourrir et vêtir toute la cité, et distribuer les produits dans tous les quartiers ? — Avec notre matériel, nos arrangements et les hommes de bonne volonté, ce serait fait en vingt-quatre heures. Fournissez l'argent ou le crédit pour acheter, — il n'y aurait pas l'ombre de difficulté », fut la réponse immédiate.

Et c'est vrai. Il faut voir l'établissement pour comprendre la justesse de l'affirmation.

En outre, la tendance est depuis quelque temps de fonder des associations de production sur une large échelle, qui fabriquent le nécessaire. Après nombre d'échecs, les coopérateurs anglais ont réussi à faire bien marcher leurs fabriques de chaussures, leurs moulins à farine, leurs boulangeries. Un tiers du pain mangé par les 686.000 habitants de Glasgow est déjà fourni par les coopératives.

En un mot, les coopérateurs anglais et écossais ont eu un succès considérable ; ils sont une force qui grandit encore. Seulement, ce succès est tel que les premiers coopérateurs s'en seraient détournés avec dégoût ; car, jusqu'à ces dernières trois ou quatre années, où l'esprit socialiste a commencé à envahir les coopératives, aussi bien que la bourgeoisie elle-même, les coopératives anglaises restaient les forteresses du bourgeoisisme ouvrier.

Quant à leurs effets directs sur le bien-être de l'ouvrier, ils sont bien minces. Nos lecteurs suisses se souviennent de la misère qui régnait à la Chaux-de-Fonds en 1877-78. On ouvrit alors une cantine municipale, où l'on avait un bon repas à bas prix. Mais déjà, deux mois après l'ouverture de la cantine, le loyer des chambres dans un rayon d'un demi-kilomètre de la cantine avait monté d'au moins cinq francs par mois. — « Mais monsieur peut bien payer cinq francs de plus pour la chambre, puisqu'il sera à deux pas de la cantine », répondaient ces dames avec un doux sourire.

Le gros bourgeois anglais a fait plus : il a imposé le partage des bénéfices dus aux coopératives. Il y a quelques années, un coopérateur de Newcastle nous amena chez un vieux mineur qui devait nous initier aux avantages de la coopération, et il le fit en ces termes :

« Eh bien, vous voyez. Avec 9 shillings de salaire par semaine, je vis aujourd'hui tout aussi bien que je vivais, il y a vingt ans, avec 16 shillings. Et cela, grâce à la coopérative. La maisonnette m'appartient ; je l'ai achetée par la coopérative et n'ai plus de loyer à payer. Sur tout ce que j'achète, j'économise au moins trente pour cent. Et mes neuf shillings suffisent là où seize suffisaient à peine. »

On prévoit notre question : « Mais pourquoi ne gagnait-il plus que 9 shillings au lieu de 16 ? » et l'on prévoit aussi la réponse : — « Le travail ne marche pas ; nous ne travaillons que trois jours par semaine ! »

Autrement dit : puisque le capitaliste a tout avantage à tenir une armée de mineurs, qu'il ne fera travailler que trois jours par semaine et qui, au moment où les prix du charbon montent, pourront doubler la production — il le fait. Il fait en grand ce que les bonnes dames de la Chaux-de-Fonds faisaient en petit. Il profite de la coopérative.

Ces deux petits tableaux — deux petits coins de la réalité — résument toute l'histoire des coopératives. La coopérative peut accroître le bien-être de l'ouvrier ; cela va sans dire. Mais pour que l'ouvrier ne perde pas tout l'avantage à la suite de salaires rognés, de chômages exagérés, de rentes sur la terre et, partant, des loyers montant toujours, et des impôts toujours grandissants, — pour que l'avantage acquis par la suppression de

l'intermédiaire ne soit pas volé par le seigneur foncier, le banquier, le patron et l'État, il faut qu'il attaque de front cette nouvelle coopérative de vautours ; il faut qu'il lutte avec eux par la famine ou la torche des grèves, par la conspiration et la révolte. Et s'il ne le fait pas — il a travaillé pour l'autre coopérative, celle des vautours.

On en arrive toujours au même point. La lutte, la guerre contre l'exploiteur, reste toujours la seule arme de l'exploité.

Mais il y a pire.

Tandis que la lutte, par la grève, la guerre aux machines, la guerre contre le seigneur foncier (qui prend mille caractères divers selon les localités), et la révolte contre l'État, unit les travailleurs, — ces expédients, tels que la coopérative, les divisent.

En effet, jusqu'à ces dernières trois ou quatre années, ***il n'y avait pas en Angleterre pires patrons que les coopérateurs. Leurs congrès de 1886 et 1887 étaient frappants sous ce rapport. L'égoïsme des coopérateurs, surtout dans le Nord, a été un des plus grands obstacles au développement du socialisme dans cette partie de l'Angleterre. La peur de perdre le peu qu'ils avaient acquis après tant de luttes — l'homme aime toujours ce pour quoi il a lutté — s'élevait comme une barrière contre toute propagande de solidarité, soit dans les grèves, soit dans la propagande des idées socialistes. Il était bien plus facile de convertir un jeune bourgeois au socialisme que d'y amener un coopérateur.***

Cela change aujourd'hui, empressons-nous de le dire à haute voix. Certainement, cela change ; mais le « comment » du changement est hautement instructif. Cela change, parce que d'autres ont mieux fait à côté.

En effet, lors de la dernière grève des mineurs du Yorkshire, tout le monde lisait avec stupéfaction que la coopérative en gros de Manchester avait versé 125.000 francs d'un coup au fonds gréviste. On imagine l'effet de ce cadeau sur l'issue de la grève. Mais ils ont fait mieux. On nous affirme que la coopérative centrale avait ouvert un crédit de près d'un million de francs aux petites coopératives locales dans les villages de mineurs, et quiconque sait combien la négation de tout crédit est un article de foi chez les coopérateurs, appréciera encore mieux cette avance qui permit aux coopératives locales d'ouvrir crédit aux mineurs.

Des amis dignes de foi nous affirment, en outre, que dans les nouvelles associations de production, les relations entre ouvriers-ouvriers et ouvriers-patrons changent complètement, et nous nous empressons d'admettre qu'il en soit ainsi.

Mais d'où vient donc ce vent nouveau qui souffle dans les coopératives ?

— Des « théoriciens », parbleu ! Les coopératives aussi se ressentent du souffle de socialisme qui fait aujourd'hui des recrues jusque dans le camp ennemi des bourgeois.

Deux courants se dessinaient nettement, il a cinquante ans, au sein des socialistes. Les uns voulaient. Être « pratiques » et se lançaient dans une série d'expédients. « Puisque les travailleurs ne sont pas communistes, disaient-ils, il faut les rendre communistes par intérêt personnel. La coopérative, basée sur l'égoïsme personnel, les habituera au communisme. » Et pendant cinquante ans on a fait la pratique de cet expédient, avec les résultats que l'on connaît.

Mais, heureusement, il y avait aussi des « théoriciens », des « écervelés », parmi les socialistes. Ils n'ont pas voulu entendre parler d'esprit communiste développé par l'étroit égoïsme pécuniaire. Ils ont tourné le dos aux expédients (tout comme nous, anarchistes, tournons aujourd'hui le dos aux expédients politiques et économiques). Ils ont suivi leur évolution naturelle.

Deux lignes divergentes se sont ainsi produites de cette façon. Les hommes aux expédients ont suivi l'une, les socialistes ont suivi l'autre. — « Vous êtes des théoriciens, des rêveurs, des insensés, des fous, a-t-on dit à ceux-ci ; vous devriez devenir pratiques, faire de la coopération et le reste ! » À quoi ils répondaient avec un mépris hautain et suivaient leur voie — la voie de la propagande et de la révolte contre tout l'ensemble de la civilisation actuelle, contre toutes les formes de l'exploitation à la fois.

Et ils avaient mille fois raison. Les deux lignes ont divergé de plus en plus. Et voilà que maintenant lorsque le socialisme, dans son entier, et l'anarchie, dans son entier, ont fait impression profonde sur les idées du siècle, lorsque la révolte contre toute exploitation économique et étatiste a fait des recrues dans toutes les couches sociales, — les « expédientistes » aussi sont atteints, et leur ligue commence à verser dans le courant socialiste.

Elle sera forcée d'y verser entièrement. Autrement, elle appartiendrait au monde qui s'en va, et serait condamnée à disparaître.

Peut-on demander, après cela, si les socialistes ont eu raison de refuser les compromis et de rester « théoriciens », comme les bourgeois aimaient à dire ? S'ils rentraient dans le courant coopérateur — faux à son origine même, puisque basé sur l'affranchissement partiel de l'individu, dans une partie minime seulement de ses servitudes, — si le courant socialiste versait dans la

coopération, il y était noyé, il devenait méconnaissable, il y perdait son essence même ; il devenait ni chair ni poisson — un compromis.

Mais il a préféré rester dans son isolement. Plutôt être une poignée que de perdre ses traits distinctifs, de sacrifier le meilleur de sa pensée ! Et il a fini par forcer l'autre courant à donner tout ce qu'il devait donner, à se développer entièrement et, alors, verser ses eaux dans le courant socialiste.

Absolument la même chose arrive avec le courant anarchiste. ***Nous savons que dans la révolution sociale l'association des consommateurs et des producteurs sera une des formes de la société naissante. Mais pas cette association ayant pour but d'encaisser sa plus-value ou son bénéfice. Et nous propageons toute notre pensée, nous soufflons toute notre révolte contre le monde qui s'en va. Nous propageons nos idées partout, dans l'union ouvrière, dans la coopération comme dans les masses ouvrières non organisées — et en faisant cela, — puisque nous sommes dans le vrai, — nous finirons par faire verser tous ces courants partiels dans un grand courant : — l'anarchie.***



Manifeste pour la Société des Sociétés

Tous les textes, livres, essais de Pierre Kropotkine en version PDF ;

Incluant ses analyses ou en lien avec lui ;

Pierre Kropotkine vu par le Dr. Lee Alan Dugatkin dans LE PRINCE DE L'ÉVOLUTION

« SCIENCE, ÉTAT & SOCIÉTÉ » de Pierre Kropotkine

LES AMIS DU PEUPLE DE LA VÉRITABLE RÉVOLUTION : Marat, Varlet, Roux, Kropotkine et la France des sections communales

LA MORALE ANARCHISTE de Pierre Kropotkine

Lettre aux ouvriers de l'Europe de l'Ouest, Pierre Kropotkine, Dmitrov, Russie le 28 avril 1919

L'INÉVITABLE ANARCHIE & UNE LETTRE de Pierre Kropotkine

L'ENTRAIDE, un facteur de l'évolution de Pierre Kropotkine, 1902 (version anglaise, version française 1906)

Champs, usines et ateliers de Pierre Kropotkine, 1910

« La conquête du pain » (1892) de Pierre Kropotkine préfacé par Élisée Reclus

La Commune de Paris et la Commune des communes ! Pierre Kropotkine dans « Le Révolté » 1880-1881

L'anarchie, dans l'Évolution Socialiste, 2ème Édition, 1892 de Pierre Kropotkine



Textes ad hoc et connexes et tout aussi indispensables pour aller vers la société des sociétés, en version PDF ;

[Appel au Socialisme Gustav Landauer](#)

[AssDesAss-2-Appel-pour-des-assemblées-citoyennes](#)

[Francis Cousin Bref Manifeste pour un Futur Proche](#)

[Francis Cousin Ce n'est qu'un début...](#)

[Faire passer le prolétariat pour fascisant Francis Cousin](#)

[Internationale Incontrôlable A bas !](#)

[Il y a 50 ans... Mai 68](#)

[La Commune de Paris et la notion d'État de Michel Bakounine en 1871](#)

[L'anarchisme-africain-histoire-dun-mouvement-par-sam-mbah-et-ie-igariwey](#)

[L'anarchie pour la jeunesse, R71](#)

[Manifeste pour la Société des Sociétés par R71](#)

[Manifeste contre le travail par le Groupe Krisis](#)

[Paulo Freire La pédagogie des opprimés](#)

[Proudhon Quest ce que la propriété](#)

[Petit précis sur la société et l'État, R71](#)

[Pierre Bance L'heure de la commune des communes a sonné](#)

[Pourquoi suis-je anarchiste ? De Zénon](#)

[Tract Aux Gilets Jaunes](#)

[Un monde sans argent : le communisme](#)

[Voline La révolution inconnue 3 livres](#)

